**COMMUNAUTE URBAINE
DE
BORDEAUX**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE PUBLIQUE DU JEUDI 08 AVRIL 2010 A 17 H 30
(Convocation du 31 mars 2010)**

Aujourd'hui jeudi huit avril deux mil dix à 17 h 30, le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de M. Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, Mme BALLOT Chantal, M. BOBET Patrick, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SENE Malick, M. SOLARI Joël, M. TRIJOLET Thierry.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. SENE Malick
M. FLORIAN Nicolas à M. QUANCARD Denis
M. GAUTE Jean-Michel à M. LOTHAIRE Pierre
M. GELLE Thierry à M. CAZABONNE Alain
Mme. ISTE Michèle à M. OLIVIER Michel
M. PUJOL Patrick à M. GUICHEBAROU Jean-Claude
M. SEUROT Bernard à M. DUPRAT Christophe
M. ANZIANI Alain à M. SAINTE-MARIE Michel
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard
M. BAUDRY Claude à Mme. EWANS Marie-Christine
Mme. BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques
Mme. BREZILLON Anne à Mme. PIAZZA Arielle
M. BRUGERE Nicolas à M. RAYNAL Franck
Mme. CAZALET Anne-Marie à Mme. DELATTRE Nathalie
Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. LACUEY Conchita
M. DAVID Jean-Louis à M. DAVID Yohan à cpter de 17 h 50
M. DELAUX Stéphane à M. CAZABONNE Didier
Mlle. DELTIPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard

Mme. DESSERTINE Laurence à Mme. FAYET Véronique
M. DUPOUY Alain à M. BOUSQUET Ludovic
Mlle. EL KHADIR Samira à M. BENOIT Jean-Jacques
M. GARNIER Jean-Paul à M. DUART Patrick
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. CAZENAVE Charles
M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
M. MERCIER Michel à M. RESPAUD Jacques
M. MOGA Alain à M. SOLARI Joël
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme. PARCELIER Muriel à M. BRON Jean-Charles
M. POIGNONEC Michel à M. JOUBERT Jacques
M. QUERON Robert à Mme. CHAVIGNER Michèle
M. RAYNAUD Jacques à M. ROUYEYRE Matthieu
M. REIFFERS Josy à Mme COLLET Brigitte à cpter de 17 h 50
Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. MILLET Thierry
M. SIBE Maxime à M. GAÜZERE Jean-Marc
Mme. TOUTON Elisabeth à M. DUCHENE Michel
Mme. WALRYCK Anne à M. DUCASSOU Dominique

LA SEANCE EST OUVERTE

M. le Président Vincent FELTESSE souhaite la bienvenue pour ce Conseil de Communauté un peu particulier.

Il pense qu'il n'a pas échappé à ses collègues qu'il y a une réforme de la fiscalité locale qui est en cours, et que les choses ne sont pas forcément totalement stabilisées du côté de l'État. Il indique que la Communauté a reçu les bases il y a quelques jours seulement, que l'on ne dispose toujours pas des simulations exactes sur le passage de la Taxe Professionnelle à la CFE, les seules que l'on ait datant de 2008 et la CUB n'étant pas tout à fait d'accord avec les chiffres. De ce fait, on attend 2009.

Dans un premier temps, il a été pensé que le vote des taux pouvait se faire le vendredi 16 avril, et M. le Préfet saisi leur a dit que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait que cela se passe avant le 15 avril, mais qu'il ne ferait pas de recours. Cependant, après discussion avec le Cabinet Francis Lefèvre, il indique que celui-ci a appelé leur attention sur le fait que si le Conseil votait le 16 avril, toute personne pouvait faire un recours et avait un certain nombre de chances de le voir aboutir, d'autant que cette année était particulière, parce que c'est celle où l'on passe de la TP à la CFE. Il précise que cela pouvait fragiliser l'ensemble du dispositif, puisqu'il s'agissait de sommes importantes. Il conclut que c'est pour cela qu'il s'est permis, après en avoir discuté avec les groupes, de convoquer ce Conseil extraordinaire qui, l'espère-t-il, sera bref, mais le débat peut toujours avoir lieu sur un ordre du jour qui est exclusivement financier.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE ET D'UN SECRETAIRE ADJOINT

MM. ROSSIGNOL et SAINTE-MARIE ont été désignés respectivement comme Secrétaire et Secrétaire Adjoint de séance.

M. FREYGEFOND

2010/4/ 1 Exercice 2010 - Fiscalité Directe - Fixation du taux relais de la Cotisation Foncière des Entreprises – Adoption

M. FREYGEFOND se propose de présenter cette réforme, et notamment l'implication du vote qui va intervenir tout à l'heure sur la CFE, la Cotisation Foncière des Entreprises.

Il fait projeter à cet effet un diaporama (cf annexe)

Il rappelle qu'il s'agit d'une année relais où l'État compense la Taxe Professionnelle, et il voudrait informer ses collègues sur le fait que la Communauté n'a toujours pas reçu les simulations pour l'année 2011, mais il paraît que les Parlementaires devraient avoir ces informations d'ici peu de temps.

M. JUPPE voudrait remercier le Vice-Président chargé des Finances pour la limpidité de son exposé. Il espère qu'ils pourront avoir les transparents de façon à les « potasser » ce soir tout à loisir. Il souligne que ceci n'est pas complètement indifférent, parce qu'ils doivent tous constater que la fiscalité locale est devenue un monstre de complexité qui fait qu'à part quelques spécialistes de Bercy, ils ont du mal à y comprendre quelque chose. Il

précise que leur groupe, à l'exception d'un ou deux de ses membres, puisqu'ils disposent de la liberté de vote chez eux, votera cette augmentation des taux.

Il rappelle que le taux de la Taxe Professionnelle, ancienne manière, n'a pas bougé depuis 1995, parce qu'ils ont eu, tout au long de cette décennie et demie, la volonté de ne pas alourdir les prélèvements sur les entreprises, et dans l'accord de coopération qu'ils ont signé en 2008, ils s'étaient engagés à poursuivre dans cette voie à environnement fiscal constant. Il fait observer que l'environnement fiscal a changé du fait de la disparition de la Taxe Professionnelle, et ils sont donc prêts à envisager cette augmentation.

Ils sont très soucieux de ne pas alourdir les charges des entreprises, mais il voudrait souligner qu'elles vont bénéficier, au moins pour une partie d'entre elles, puisqu'on n'a pas encore l'impact exact de la réforme, de l'allègement qui résulte de la suppression de la Taxe Professionnelle. Par ailleurs, la hausse du taux qui leur est proposée est marginale, puisque, si on la rapporte à la base de Taxe Professionnelle, on est à 0,5% et en valeur absolue à 1,5 M€. Il signale que les établissements industriels bénéficient d'un abattement de 30% sur la valeur foncière, et rappelle qu'un rapport parlementaire avait souligné, au moment où on a discuté de la réforme de la Taxe Professionnelle, que quand on exonère une entreprise d'1 € de TP, ça lui coûte 0,25 centimes l'année suivante au titre de l'impôt sur les sociétés. Il fait donc remarquer que ce n'est pas une exonération nette ni un allègement net.

Il estime que pour la CUB, il n'est pas inintéressant d'avoir 1,5 M€ de recettes supplémentaires, car ils en auront bien besoin pour financer les nombreux programmes d'investissement qu'ils ont pour l'avenir, et il constate donc qu'au total, les raisons de voter oui l'emportent sur les réserves qu'ils pourraient avoir.

Il termine par un constat en forme d'interrogation. Ils se sont tous beaucoup inquiétés du tsunami budgétaire qu'allait représenter cette réforme, mais il constate que le produit encaissé au titre de la TP par la CUB en 2009 était de 349 M€, et que la compensation relais 2010 sera de 362M€. Aussi a-t-il donc un peu de mal à voir le tsunami. Il sait bien que c'est l'effet base, mais pour l'instant, il n'y a pas de recul, et s'il sait qu'on va lui dire que ce sera l'année prochaine, il observe que pour 2010, il n'y a pas d'effet catastrophique contrairement à ce qu'on leur avait annoncé.

M. le Président Vincent FELTESSE précise que comme toujours avec les tsunamis, il y a un choc fort, et la vague sort après.

M. GALAN rappelle que le rapport qui vient de leur être présenté s'inscrit dans la réforme des institutions de notre République et de leur financement que les élus Communistes et apparentés considèrent comme inacceptable.

Il est à leurs yeux particulièrement scandaleux de voir l'activité économique et financière de la CUB bénéficier d'un cadeau de 162 M€ résultant de la différence entre le montant de la taxe professionnelle supprimée et la cotisation économique territoriale instaurée.

Ils tiennent à redire que ce cadeau aux privilégiés, qui s'ajoute au bouclier fiscal, aux allègements de cotisations sociales, et à l'allègement de 20 milliards de l'impôt sur les sociétés, n'apportera rien en matière de développement de l'activité et de l'emploi, et que ces largesses fiscales ne feront qu'accroître un endettement de l'État dont le gouvernement présentera la note aux familles.

Il précise qu'un deuxième aspect du rapport, lié à la réforme, appelle leur attention, il s'agit du transfert à la Communauté, de par la loi, d'un impôt ménage, prélevé précédemment par le Conseil Général au titre de la taxe d'habitation, et chacun connaît l'opposition déterminée de leur groupe à l'instauration par la CUB d'une fiscalité sur les ménages, dite fiscalité additionnelle.

Alors que la Communauté est placée, par la loi, dans une situation où elle reçoit, contre son gré, une fiscalité ménage, ils demandent solennellement à M. le Président ainsi qu'à l'assemblée, de décider que le taux de cet impôt ne sera jamais augmenté et restera à son taux actuel, tout au moins jusqu'à la fin de la mandature. Il ajoute que chacun pourra reconnaître dans ces circonstances nouvelles, la demande du respect de l'accord de gestion qu'ils avaient conclu.

Si cet engagement n'était pas pris, il indique qu'ils refuseraient de participer au vote sur le taux de la cotisation foncière, alors pourtant que le vote sur le taux de la cotisation foncière payée par les entreprises, avec l'augmentation proposée, va dans le sens de l'action que mène leur groupe, depuis des années, en faveur de l'augmentation de la taxe professionnelle. Il rappelle que cette augmentation, systématiquement refusée par une majorité de cette assemblée, se traduisait dans le budget communautaire, par un manque à gagner net de 3 M€ par an.

Mais si cette augmentation de la cotisation économique se conjugue ici avec la volonté d'accroître la fiscalité sur les ménages, comme la loi leur en donne la possibilité, il insiste sur le fait qu'alors, ce serait un véritable marché de dupes dont, au fil des ans, les familles, et elles seules, feraient les frais.

Aussi, il souligne que soit cette assemblée s'engage à geler jusqu'à la fin de la mandature le taux de l'impôt ménage dont ils héritent, et les élus Communistes et apparentés voteront ce rapport avec l'augmentation du taux de la cotisation des entreprises, une augmentation qui n'écornera que de 1,5 M€ le cadeau de 162 M€ fait avec la suppression de la taxe professionnelle, soit elle refuse de prendre cet engagement, et leur groupe ne participera pas à ce marché de dupes, en ne prenant pas part au vote.

M. CHAUSSET ne sait pas si tout monde a bien compris comment allait fonctionner ce nouveau mode de calcul, mais ce qu'il comprend, c'est que cette délibération est loin d'être anodine, et qu'elle constitue en soi un bouleversement historique pour la Communauté Urbaine, dans la mesure où elle les fait entrer dans une nouvelle ère pour les finances locales, une ère post Taxe Professionnelle, empreinte d'incertitudes sur le devenir des collectivités locales notamment, et sur leur autonomie financière à terme.

Après trois ans de gouvernement Sarkozy, force est, à son avis, de constater que le film d'action que promettait le candidat à la présidentielle tourne, pour eux, au mauvais scénario. Il relève qu'aux réformes mal préparées et aux ficelles médiatiques grossières, s'ajoute une situation d'insécurité face à l'avenir que les politiques menées aujourd'hui par le gouvernement contribuent à propager, insécurité sociale et économique, insécurité écologique, et insécurité financière et institutionnelle.

Concernant tout d'abord l'insécurité sociale et économique, il estime que depuis trois ans, le gouvernement s'efforce de fragiliser toutes les politiques sociales en coupant les crédits des équipes éducatives et des structures de solidarité, en mettant à mal notre système de

santé, et en renforçant les privilèges de certaines avec le bouclier fiscal, tandis que pour d'autres, la fiscalité reste le seul horizon.

Dans un contexte de crise économique qui n'a pas fini de produire ses effets, il juge que de nombreuses structures en première ligne sont en bout de souffle, la CAF, Pôle Emploi, et également les services sociaux de leurs collectivités, notamment les CCAS pour ne citer qu'eux.

Sur l'insécurité écologique ensuite, il indique que le gouvernement prépare désormais minutieusement l'insécurité écologique de demain, en ne se montrant pas à la hauteur des enjeux de lutte climatique et de préservation de la biodiversité notamment. Avec l'abandon du projet taxe carbone, prémisse d'une fiscalité écologique pourtant nécessaire, il considère qu'il prouve que l'écologie n'est pour lui qu'une variable d'ajustement au gré des fluctuations électorales. Certes, le projet taxe carbone tel qu'il a été présenté ne les a jamais convaincus, mais il pense qu'il demandait à être travaillé dans le cadre d'une remise à plat complète de la fiscalité, mais son abandon signe le coup d'arrêt, à leur sens, de la démarche initiée dans le cadre du Grenelle.

Pour ce qui est de l'insécurité financière et institutionnelle, il précise que dans ce contexte d'insécurité, les réformes votées et à venir vont faire peser de lourdes menaces sur l'existence même, et l'autonomie même, des collectivités locales.

A l'heure où chacun ici conviendra du rôle majeur des collectivités locales dans le développement économique des territoires et dans l'accompagnement social, il observe que le gouvernement fait un véritable croche-pied au processus de décentralisation en fragilisant le système de solidarité qui contribue, pourtant, à l'équilibre des territoires, et à la résorption des inégalités sociales.

Pour conclure, il indique que les élus Verts - Europe Écologie interpellent l'ensemble de l'assemblée présente ici sur le fait que, des dispositions qui vont être décidées au Parlement dans les prochaines semaines, va dépendre la capacité d'action des collectivités territoriales en général, et de cet établissement en particulier, pour les années à venir, et, par voie de conséquence, leur capacité à continuer à développer leur territoire et à mener à bien certains de leurs projets.

Il précise qu'ils voteront les taux.

M. MILLET indique que l'augmentation du taux relais de la cotisation foncière des entreprises ne lui apparaît pas comme étant foncièrement indispensable. Dans la gestion de la Communauté Urbaine, il lui semble possible de trouver de quoi, par quelques économies, compenser cette augmentation qui doit être envoyée sur les feuilles d'impôt. Il estime qu'il s'agit d'un mauvais signal envoyé aux PME d'une manière générale, et plus particulièrement au niveau du tissu économique local. Il ne votera donc pas cette délibération, et annonce qu'il votera contre, en précisant que quelques calculs menés dans plusieurs entreprises en ce qui concerne la nouvelle taxation qui va remplacer la TP, montrent qu'il y a des augmentations très substantielles, auxquelles un certain nombre d'entreprises seront bientôt exposées.

M. BOUSQUET s'abstiendra sur cette résolution pour deux motifs très simples, dont le premier est que la Communauté Urbaine est en bonne santé financière, et le second, qu'à

ce jour, comme cela a été dit, ils ne connaissent pas réellement l'impact financier de la réforme. Aussi l'augmentation, à ce jour, du taux de la nouvelle taxe lui paraît prématurée, et il s'abstiendra donc sur cette résolution.

M. FREYGEFOND rappelle à ses collègues qu'ils sont dans l'obligation de voter un nouveau taux, puisque c'est une année relais, où l'État les compense.

Il voudrait citer un exemple à son collègue **M.MILLET**. Il veut bien qu'on indique que ce sont des augmentations substantielles, mais il tient à citer une seule entreprise, sur laquelle ils ont fait plusieurs simulations. Il précise qu'il s'agit d'une entreprise qui va bénéficier de cette suppression de TP, dont il ne citera pas le nom, dans le cadre de cette réforme, qui va payer 14 166 € en moins. Avec l'augmentation du taux de CFE qui leur est proposé, au lieu d'avoir 14 166 € en moins à payer, elle en aura 14 154 €, c'est-à-dire 11 €, ce qui représente, souligne-t-il, une incidence de 0,07%. Il estime donc qu'on ne peut pas dire que c'est une augmentation très forte, puisque, au contraire, elle est très faible.

Enfin, il tient à regretter une nouvelle fois qu'ils n'aient pas les simulations, car s'ils ont une compensation qui est juste cette année, parce qu'il y a l'augmentation des bases, il est vrai qu'ils sont pleins d'incertitudes pour l'année 2011.

Mme CARTRON souhaite évoquer en quelques mots ce manque de simulations. Lorsque cette réforme est venue au Sénat, ils ont dit qu'ils n'avaient pas de visibilité, et malgré l'exercice de brillante pédagogie qu'ont fait les services, et la lecture claire qu'en a faite le Vice-Président, elle pense que tout le monde a vu la complexité de la chose, et le brouillard dans lequel cette réforme s'inscrit. Elle rappelle que pourtant, c'était annoncé pour plus de simplification et de lisibilité.

Ils ont en perspective la clause de revoyure, et elle indique que dès qu'ils auront compris ce qu'il y a derrière, ils leur en parleront. Elle précise qu'en tous cas, hier, au Sénat, ils n'avaient toujours pas les simulations qui leur étaient promises depuis six mois, et qui sont indispensables pour un peu de visibilité.

Elle estime que ce qui leur est proposé aujourd'hui est sain par rapport à la garantie des finances qu'ils ont besoin d'avoir pour la Communauté Urbaine, et pour tous les grands projets qui les attendent.

M. le Président Vincent FELTESSE souhaite d'abord dire que l'on demeure globalement dans un fort contexte d'incertitudes. Ils n'ont pas de simulations précises, ils ne savent pas ce que cela va donner précisément, et selon leurs sensibilités politiques, on peut mettre le curseur à tel ou tel endroit, mais globalement, quand on constate ce qui s'est passé depuis quelques années, il n'incline pas à un optimisme fort là-dessus.

Puis il fait observer que la mesure qui leur est proposée sur le vote des taux, sans minimiser les choses, est un ajustement technique à la marge, profitant du fait que pour cette année, c'est l'État qui est chambre de compensation.

Pour répondre au groupe communiste, il ne sait pas ce que tout cela va donner. Il sait qu'en 2011, on ne va pas toucher à la taxe d'habitation. Ce qu'il sait également, c'est ce que dit le groupe communiste depuis des années, et au moment où on propose de bouger

la CFE sur les entreprises, il constate que celui-ci ne participe pas. Mais après, il estime que c'est chacun sa rhétorique.

M. GUICHARD pense que cela fait peut-être rire, mais il y a quand même un aspect historique qui est en train de se produire dans une assemblée comme la leur, y compris élue au second degré, c'est que pour la première fois, ils vont intégrer à leurs recettes de manière spécifique, un impôt ménage. Il renvoie Alain JUPPE, Vincent FELTESSE, Gérard CHAUSSET et lui-même au jour de leur signature d'un accord de gestion, qui est discutable par ailleurs, où c'était bien spécifié qu'il n'y avait pas de taxe additionnelle. Il estime que c'est un marché de dupes, et tient à le redire d'une manière très claire, car par l'intermédiaire de cette cotisation nouvelle qui leur est imposée, à tout le monde l'accorde-t-il, on va « s'avalier » un impôt ménage. Il indique être prêt à respecter la loi, mais par contre, les élus Communistes et apparentés demandent simplement un engagement de cette assemblée, sur cette partie particulière d'impôt ménage qu'est la T.H. qui leur vient du Conseil Général, de ne pas l'augmenter au cours des quatre ans qui leur restent, quitte à revoir certaines cotisations par ailleurs parce que, qu'on le veuille ou non, s'ils ne prennent pas cet engagement, ils accepteraient ce soir, de manière cachée, une forme de taxe additionnelle.

M. le Président Vincent FELTESSE précise que l'on n'a pas le temps de rentrer dans ce débat, mais il n'accepte pas ce procès. Dire que les socialistes veulent augmenter la taxe d'habitation parce qu'on fait de la taxe additionnelle, sont, pour lui, des propos inacceptables. Il insiste sur le fait que c'est la loi qui est modifiée, qu'ils l'ont contestée, qu'ils se sont battus, et il aurait bien aimé que l'ensemble des élus de gauche de soient mobilisés comme cela.

M. GUICHARD demandant pourquoi cette décision ne serait pas prise, **M. le Président Vincent FELTESSE** lui répond que c'est parce qu'on navigue à vue, et qu'ils ne savent même pas quelles seront leurs compétences dans 12 mois.

M. JUPPE rappelle qu'ils ne sont pas au Sénat, ni à l'Assemblée Nationale, et que personnellement, il ne peut pas laisser dire qu'ils ne respectent pas l'accord de coopération. Il déclare être très attaché à cet accord, il veille à ce qu'il soit scrupuleusement respecté, et ils y ont écrit qu'à environnement légal, fiscal constant, ils n'augmenteraient pas la fiscalité, or l'environnement fiscal a changé, et c'est la loi qui leur impose de le changer. Il fait remarquer qu'ils n'ont pas décidé de créer ni d'augmenter un impôt ménage, mais qu'ils appliquent la loi. Pour le reste, il est favorable à l'idée de ne pas augmenter l'impôt ménage à l'avenir, mais il ne pense pas que dans le contexte d'incertitudes où ils sont, ils puissent délibérer à quatre ans pour se lier les mains en fonction de ce qui se passera demain. Il pense qu'il sera bien temps de voir lorsque les choses se poseront en toute lumière.

M. le Président Vincent FELTESSE met aux voix cette délibération.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

M. MILLET vote contre, M. BOUSQUET s'abstient, le groupe des élus Communistes et apparentés ne participe pas au vote

M. FREYGEFOND**2010/4/ 2 Fiscalité directe locale - Exercice 2010 - Fixation des taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Décision**

M. Didier CAZABONNE souligne faire la même remarque chaque année au moment du vote de la TEOM. Il indique qu'aujourd'hui, il faut savoir que la couverture du service est assurée à 65% par la TEOM, et que, dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, lorsque les décrets d'application seront sortis et qu'on appliquera la tarification incitative, il faudra que le service soit couvert à 100% par la TEOM. Il précise qu'ils auront donc, à ce moment là, cinq ans pour rattraper cette situation, sachant qu'il y aura des investissements supplémentaires à réaliser, ne serait-ce que la mise en place des dispositifs sur chaque bac, et un certain nombre d'augmentations des coûts du service. Il insiste sur le fait qu'il faudra assumer tout cela en cinq ans.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**M. FREYGEFOND****2010/4/ 3 Exercice 2010 - Décision Modificative n° 2 - Budget Principal et Budget Annexe "Déchets Ménagers et Assimilés" - Adoption****ADOPTÉ À LA MAJORITÉ****M. MILLET vote contre, M. BOUSQUET s'abstient.****M. le Président Vincent FELTESSE** lève la séance à 18 H 10.

Le Secrétaire de séance

M. ROSSIGNOL